they declined it. When the king went hence to Londonderry he fell into a looseness which killed him in a few days, he being in his great climacterical. In his sickness he was visited by some gentlemen of the Roman church, whom he desired not to trouble themselves—that he was so well satisfied in his religion that it was not in the power of anything they could say to change his sentiments; but that his condition was such that it made him fit to think of something else than controversy. He was buried decently from the bishop of Meath's house, and at his charge, for he had no money. I pray God send you grace and compose the present confusions.

(To be continued.)

The 'Discours Politique' attributed to Pombal.

IN an article in the *Historisches Jahrbuch*, xxiii. 270,¹ Dr. Hans Schorer has examined the question of the authenticity of those passages which John Smith in his *Life of Pombal* attributed to this statesman. By a long series of comparisons he proves that the passages in question are translations from a *Discours Politique sur les Avantages que les Portugais pourraient retirer de leur Malheur*, etc., published in the year after the great earthquake of 1755 at the Hague and at Lisbon, and accompanied by a *Relation Historique* of the event.² Smith was followed by all the writers on the eighteenth century in Portugal, who have used the passages to illustrate Pombal's policy. Dr. Schorer's doubts as to whether Pombal was the author of the work were roused by the continual strain of hostility and even hatred towards England which runs through it, a sentiment far from according with Pombal's foreign policy; moreover the clear-cut, strong style of the *Discours* is very different from the laboured, halting style shown in Pombal's despatches. A comparison with the ideas and style of Ange Goudar's most famous work, *Les Intérêts de la France Malentendus*, evinces such a likeness that, in Dr. Schorer's words, 'any doubt as to both works having come from the same pen was destroyed.'³

Further evidence against Pombal's authorship may be added to

¹ See *English Historical Review*, xvii. (1902), 832.

² The *Discours Politique* is to be found translated into Portuguese among Pombal's writings collected at Lisbon in 1820. The Portuguese translation also exists in manuscript at the British Museum (Add. 15591). In the former case the editor simply says that he saw the manuscript in a private library at Lisbon in 1783; in the latter case Pombal is set down as the author on the title-page. This manuscript is clearly not an original. Smith may have taken his quotations from one of these sources.

³ To Goudar in fact the *Discours* is attributed in the common works of reference; see Barbier, *Dictionnaire des Ouvrages Anonymes* (8rd ed., 1872), i. 1023, iv. 231; Quérard, *La France Littéraire*, iii. 418; *Nouvelle Biographie Générale*, xxi. 365; Ersch and Gruber's *Encyklopädie*.

that supplied by Dr. Schorer. The work is not mentioned by Da Silva, the standard Portuguese bibliographer; Bernardes Branco, a trustworthy authority, while noticing the work in his *Portugal e os Estrangeiros*, ii. 140, declares his ignorance of its authorship; the work does not exist in the Pombal collection of manuscripts at Lisbon; Achenwall in his *Geschichte der europäischen Staaten* (Göttingen, 1779), p. 100, mentions the work, but assigns no author, whereas if Pombal was then supposed to have written it Achenwall would not have been likely to omit to say so.

In going through the English State Papers of this period⁴ I have found evidence which, I think, weighs decisively on the same side. On 23 May 1760, when the relations between France and Portugal were becoming strained, and Pombal was asking for assurances of support from Great Britain, Mello, the Portuguese minister in London, wrote to the British government a note enclosing the following memorandum:⁵—

Pour mieux comprendre les intentions de la France à l'égard de Portugal, il faut remonter à l'affaire du Baillif Souza, découverte l'année 1757.

Longtemps avant la susdite année on soupçonnait à Lisbonne ledit Baillif d'avoir des secrètes intelligences avec les ministres de France; l'amitié intime qu'il avait avec Mr. de Chavigni quand il était ambassadeur en Portugal, celle qu'il a eu [sic] avec le ministre de France dans l'absence de cet ambassadeur, et après la liaison intime qu'il avait avec Mr. de Bacchi qui a succédé à Mr. de Chavigni joint aux différents voyages qu'il a fait à Paris, se servant du prétexte de sa santé, ont été des preuves non équivoques de son penchant pour cette nation. Après la mort de Mr. de Cunha, ambassadeur de Portugal à la Cour de Versailles, ledit Baillif a fait tous les efforts possibles pour être employé à sa place; il se servait à Lisbonne des Jésuites pour le recommander au Roi, il demanda la protection de la cour d'Espagne pour le même sujet, & il a pu obtenir sans difficulté de celle de Versailles des insinuations pour faire sentir à S.M.T.F. la satisfaction qu'on aurait à Paris si Mr. de Souza remplacerait Mr. de Cunha.

Ces différents mouvements donnèrent occasion de réfléchir et d'examiner avec circonspection la conduite du Baillif de Souza, et on a trouvé que les ministres de France, particulièrement Mr. de Chavigni, se servaient de lui comme d'un espion; qu'il était convenu avec Mr. de Bacchi d'entreprendre un changement de système en Portugal; que dans la présente situation de l'Europe et l'état où Lisbonne était depuis le tremblement de terre, les Français pouvaient tirer de Portugal un parti plus avantageux, commençant par un traité de commerce, et qu'il pouvait avoir assez de crédit à la cour pour faire goûter des arrangements pareils, se servant de quelques-uns de ses amis, particulièrement des Jésuites qui lui étaient entièrement dévoués. Dans le même temps on a publié à Lisbonne un livre intitulé 'Discours Politique' qu'on croit com-

⁴ State Papers, Foreign, Portugal, vols. lii. and liv.

⁵ The spelling has been in some cases corrected.

posé sous les auspices de Mr. de Bacchi et de ses adhérents, et dont l'objet était de mettre dans l'esprit de la nation portugaise non seulement que la cause de la ruine était l'amitié de l'Angleterre, mais aussi de faire voir à toute l'Europe que le seul commerce de Portugal rendait la Grande Bretagne formidable aux autres nations, établissant comme une règle incontestable les mêmes principes qu'on débite actuellement à Paris; c'est à dire, 'Que pour diminuer les forces redoutables des Anglais il faut aller à la source, qui est le grand et important commerce qu'ils font avec le Portugal,' comme le ministre du Roi à Paris le marque dans sa lettre du 18 Mars de 1760. Le Roi ayant connaissance des procédés si irreguliers a nommé, sans le moindre égard aux recommandations qu'on lui avait fait [*sic*], Mr. de Saldanha da Gama son ambassadeur à la cour de Versailles, et lui a ordonné de dire au Baillif Souza qu'en 24 heures de temps il devoit sortir de Paris et s'en retourner à Lisbonne par la voie de mer; le même ordre a été donné à Mr. de Lacerda ministre du Roi en France, qu'on soupçonna d'avoir connaissance de ce complot. Mr. de Lacerda a obéi, mais Mr. de Souza après qu'il s'est servi de différents prétextes pour différer son voyage, il [*sic*] a écrit à l'ambassadeur de Portugal lui disant qu'il ne pouvait pas sortir de Paris sans la permission du Roi de France, étant à son service; l'ambassadeur allait d'abord à Versailles demander à Mr. Rouillé la vérité de ce fait, et Mr. Rouillé lui a dit que le Baillif Souza avait un brevet de Colonel; l'ambassadeur a fait comprendre à Mr. Rouillé sa surprise et l'assura que le dit Baillif serait traité à Lisbonne comme ses procédés méritaient; il dépêcha d'abord un exprès, et le Roi étant instruit de ce qui s'était passé à Paris, et de la conduite précédente du Baillif Souza, a ordonné qu'il fût banni, ses biens confisqués et dégradé de sa noblesse par un decret conçu en ces termes.

Here follows a French translation of the decree of 16 May 1757 banishing D. Jean de Souza. The despatch proceeds—

En même temps Mr. de Lacerda a été exilé, et Mr. de Saldanha a eu ordre de prendre congé de la cour de Versailles, et d'aller à Madrid remplacer Mr. le Comte de Unhão, qui a demandé son rappel à cause de ses infirmités, et le livre—*Discours Politique*—a été brûlé à Lisbonne par la main du bourreau: à l'égard des Jésuites il est connu à toute l'Europe et particulièrement au ministère Britannique leurs cabales, leurs intrigues, leurs trahisons, et ce que S.M.T.F. a fait à leur égard.

On croirait que la France se désisterait de son projet après tant de preuves aussi fermes que convaincantes de la part de S.M.T.F. à l'égard de l'amitié, liaison, et alliance de S.M.B.; mais au contraire lorsque les ministres du Roi T.C. ont vu le désolément [*sic*] où était Lisbonne après l'horrible attentat contre la vie du Roi, le trouble et l'embarras où serait la cour, ils ont cru que c'était le temps d'ébranler la fermeté du Roi et de le faire entrer dans son projet. Le Comte de Merle a été envoyé à Lisbonne avec le caractère d'un ambassadeur sans qu'il y en eût à Paris qu'un ministre chargé d'affaires de la part de Portugal.

The document then goes on to relate the offensive conduct of Merle and the threats of the French government, and ends by asking for a definite assurance of help from the English government.

The same subject comes up again next year. On 16 June 1761 Mello handed the English government the translation of a despatch from Lisbon on the subject of the French government's designs, and requesting that Portugal should be admitted to the Augsburg congress: in this document occurs the following passage:—

S.M.T.F. étant pleinement instruite que la Cour de Versailles avoit formé un projet dont le but étoit de troubler la bonne intelligence et l'amitié entre la Cour de Portugal et la Cour Britannique par le moyen d'un traité de commerce, que la susdite Cour indisposait les esprits des sujets de Portugal contre les sujets de S.M.B. par des brochures sédicieuses imprimées sous les auspices de ses propres ministres résident à Lisbonne, et qu'elle avoit trouvé moyen de corrompre quelques-uns des sujets portugais, dans la crainte que S.M.T.F. et son ministère n'aurait jamais acquiescé à un système si contraire à la bonne foi et aux principes que S.M. . . . a non seulement adopté [*sic*] . . . mais qu'elle cherche d'affermir de plus en plus.

It may be added that Kinnoull in his despatch of 14 April 1760 says that Pombal had told him that he took the leading part in preventing a French commercial treaty being carried out in 1743.

G. C. WHEELER.